

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE du 3 septembre 2025

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FGR-FP, de 14 h à 16 h 30. Neuf organisations étaient présentes (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, et en visio Ensemble & Solidaires). L'UNIRS Solidaires était représentée par Christian Mahieux et Patrice Perret.

Ce compte-rendu interne et complet permet de connaître les positions des différentes organisations.

Point sur l'actu et rentrée sociale

La FSU, organisation invitante, introduit la discussion. Elle accueille tout le monde avec plaisir. La rentrée syndicale s'annonce complexe et chargée, dans un paysage politique incertain. Les organisations syndicales ont des responsabilités premières, les retraité·es subissent une politique violente, inégalitaire, la fiscalité est insupportable, le budget fait peser les économies sur les plus précaires, ... Une mobilisation unitaire s'impose et doit s'inscrire sur la durée. La dette publique a été exploitée, dramatisée. La baisse des impôts depuis 2017 est responsable de 37 % de la dette publique, dette qui est la conséquence de choix politiques, d'une baisse des ressources et non d'une hausse des dépenses. Nous subissons l'exonération des cotisations sociales, le refus de la taxe Glucksmann, l'augmentation de la pauvreté (15,5 % de la population) alors que les riches n'ont jamais été aussi riches. Les retraité·es ont été stigmatisés, accusés de ne pas penser à leurs enfants et petits-enfants, alors que les cadeaux aux grandes entreprises augmentent de 6 690 € par seconde.

Un ensemble de mesures sont annoncées, notamment pour les retraité·es, le gel des pensions, le blocage des barèmes, l'augmentation du coût de la santé (franchises médicales, ALD, ...). Le 8 septembre, le gouvernement chutera. Le 10 septembre arrive. Un PLFSS va arriver dans ce contexte, alors que ce sera l'anniversaire des 80 ans de la Sécu.

Aujourd'hui, nous regarderons le projet commun de communiqué, la demande de l'UNSA, l'action prévue en octobre (souhaitée en dehors des vacances scolaires).

La CGT approuve et partage. Nos organisations ont des responsabilités et doivent réagir et porter nos revendications. Les retraité·es sont ciblés en priorité. Les gouvernements nous demandent de payer la dette qu'ils ont créée. Les entreprises reçoivent 211 milliards sans contrôle. Le gouvernement matraque sur la dette, nous devons dénoncer le manque de recettes et préciser là où nous pouvons prendre l'argent. Les 10 % vont faire mal. La santé et les droits familiaux, dont la réversion, sont remis en cause.

FO partage aussi les interventions. Nous ne savons pas ce qui se passera le 9 septembre, ce qui rend difficile de fixer une date d'actions maintenant. Le gouvernement prévoit des gels de pensions jusqu'en 2030. La CNAM va-t-elle valider les 3 décrets du gouvernement ? Le front économique (du Medef) recommande l'âge de départ au-delà de 64 ans, avec un âge pivot indexé sur l'espérance de vie, le calcul de la pension sur les 35 meilleures années, la suppression de l'abattement fiscal, le taux de CSG aligné sur celui des actifs, la retraite par capitalisation.

La FGR-FP affirme que le gouvernement applique sa politique en force, c'est un quasi-coup d'état, une rupture sociétale avec la fin de la Sécu, la réduction de la rémunération du travail. Le rapport sénatorial de juillet, toujours pas publié, montre toutes les exonérations et optimisations/fraudes fiscales qui coûtent 46 milliards d'euros chaque année. Le déficit de la Sécu n'est pas celui de l'état. L'urgence est le déficit de l'état. La FGR-FP se méfie du flou du 10 septembre, mais le pays est en colère et la jeunesse subit (salaires, logement).

Ensemble & Solidaires partage les propos précédents. La situation est catastrophique, honte au gouvernement ! La dette vient de loin (subprime, covid, guerre) et la population n'a pas à la payer. Bayrou ment pour garder sa place et faire passer ses mesures. L'ALD n'est déjà plus gratuite.

La CFE-CGC revient sur la dette et les retraité·es « boomers nantis ». Attendons le 8 pour savoir ce qui va se passer. Elle ne soutient pas le 10 et sa nébuleuse, elle mobilise pour le 18. Le gouvernement n'a pas à équilibrer son budget, ce que doivent faire les collectivités locales.

La CFTC est d'accord avec les interventions. Le gouvernement ment. Les retraité·es ont économisé sans les 35 h ni les 5 semaines de congés. La sécu a payé la covid. Nous n'avons pas à payer. Notre action ne doit pas percuter celle des actifs et actives.

Solidaires insiste sur les mensonges de Bayrou qui a comparé la dette de l'État (qui roule et n'est jamais remboursée) avec celle des familles qui doivent rembourser, il a même fait peur en évoquant la Grèce. Bayrou va sauter le 8 septembre, quel que soit le gouvernement qui prendra la place, nous avons à affirmer les revendications, à imposer un rapport de forces au gouvernement. L'argumentaire contre les annonces Bayrou que Solidaires est chargé d'écrire n'a été amendé que par la FSU, il faut le terminer pour en faire un outil.

Solidaires appelle au 10 septembre et la grève s'organise dans l'industrie, à la SNCF, aux Finances publiques, ...

Pour la demande de l'UNSA, il est impératif que nous restions à 9 sans mettre de côté les associations. Pourquoi pas un appel à 10 sur la base des 8 « confs » et un appel du G9 qui va plus loin dans les critiques ?

La CGT se félicite que l'intersyndicale ait décidé d'agir. Nous devons faire quelque chose chez les retraité·es. La CGT appelle à la grève le 10, et ce n'est pas grave si toutes les organisations n'appellent pas. Le 18, tout le monde appelle et nous devons y travailler pour mobiliser les retraité·es sur nos revendications. Chaque organisation doit s'affirmer et nous devons nous exprimer ensemble. Le triptyque reste d'actualité.

LSR souhaite une réponse aux propos de Bayrou, qui voit le mécontentement et qui y répond par le 8 septembre. Plusieurs journées de mobilisations arrivent dont le 18 unitaire. Nommer un ministre de « gauche » pour faire passer les mêmes mesures ? Le gouvernement veut nous diviser. Des OS démarrent déjà le 5 (taxi, énergie, ...) nous devons nous inscrire dans la durée, prévoir une date après le 18.

Projet de communiqué commun sur le budget

FO avait envoyé un projet basé sur le communiqué précédent, a intégré les amendements proposés.

La FSU précise que nous devons appuyer les initiatives syndicales et non celles qui viennent d'ailleurs. {Nous – Solidaires – en déduisons que la FSU n'approuve pas le 10 septembre, ce qui explique ses amendements au projet de communiqué}

La FGR-FP insiste sur ce qui va se passer le 8, qui ne va pas forcément geler le PLFSS.

La CGT partage le projet ainsi amendé par les autres organisations mais propose une autre rédaction. Tout le monde accepte de fait de travailler sur cette nouvelle version.

FO approuve la version, y compris la référence au 10 septembre puisque certaines de ses fédérations y appellent, mais il faut tenir compte de nos 9 organisations et supprimer la référence au 10.

La FSU rappelle que nous avons annoncé une journée d'actions spécifique des retraité·es, on ne peut pas se dédire. Nous nous inscrivons dans une mobilisation dans la durée avec la mobilisation d'octobre et dans ce qu'annonceront les confs.

FO est contre le terme « journée d'actions » car il faut une mobilisation dans la durée pour faire tomber le gouvernement, avec des temps forts déjà prévus comme le 10 et le 18.

La FGR-FP propose d'écrire « le maintien de l'idée d'une mobilisation spécifique » sans mettre de date.

La CGT rappelle que les mesures Bayrou contre les retraités viennent de loin, nous devons maintenir une action qui s'y oppose. La journée d'actions saute-moutons est critiquée aussi dans la CGT. On ne bloquera pas l'économie par des actions citoyennes.

FO : on ne sait pas comment la situation va évoluer. Le communiqué doit annoncer une action massive en octobre.

La CFTC pense qu'annoncer une action en octobre va poser problème, car il faut du temps pour la préparer, donc l'annoncer bien en avance. On envisage la fin d'année ?

La FSU est d'accord avec la CGT, nous avons la responsabilité d'annoncer aux retraités une action en octobre, au cœur d'une action du mouvement social.

La CGC propose d'écrire « les retraités ne resteront pas inactifs ».

FO préfère « prendront toute leur place ».

Ensemble & Solidaires souhaite maintenir notre opération spécifique.

Solidaires propose de ne pas mettre de date dans le communiqué, et d'ajouter à la fin que nous prendrons toute notre place y compris pour nos revendications spécifiques. Et, dans le relevé de décisions, nous confirmons aux équipes la préparation d'une action spécifique en octobre.

FO préfère « les retraités ne resteront pas inactifs » dans le communiqué et « se réservent la possibilité d'une action spécifique » dans le relevé de décisions.

La FGR-FP : « pleinement inscrit dans le mouvement social, les organisations soussignées maintiennent le principe d'une action spécifique retraités ».

CGT : que le gouvernement tombe ou pas, le budget et le PLFSS vont arriver. Nous nous exprimerons après le 8.

Décision, il sera écrit à la fin : « Le 18 septembre, à l'appel de toutes les confédérations, mobilisons-nous massivement pour en faire une étape permettant de construire ensemble une riposte à la hauteur des attaques que subit la population et des enjeux de notre devenir. Pleinement inscrits dans le mouvement social, les organisations soussignées maintiennent le principe d'une mobilisation spécifique retraités. »

Sollicitation de l'UNSA et question de l'unité syndicale

La FSU rappelle que le G9 a répondu collectivement à la demande de l'UNSA. Elle propose d'envoyer notre communiqué et de demander à l'UNSA de s'y associer, sans le modifier.

La CGC demande « comment ajouter le logo de l'UNSA ? »

La FSU pense qu'envoyer un communiqué avec les 10 logos serait un signal problématique. L'UNSA dans sa communication peut annoncer qu'elle soutient notre communiqué.

CGT : il est impossible de mettre les 10 logos. UNSA et Cfdt ne sont pas sur nos positions, sur notre socle commun. Si on ajoute l'UNSA, le G9 devient G10. On verra comment l'UNSA nous interpelle ensuite. Elle a une stratégie qui part de la Ferpa, dont le SG nous envoie la demande de créer un groupe en France. La Cfdt est restée dans le conclave pour signer un accord. Si l'UNSA insiste, on la recevra dans une réunion G9.

Solidaires clarifie la décision, nous ne sommes pas pour aller chercher l'UNSA, il faut avoir conscience que réponse revient à les envoyer balader et à ne pas leur demander de cosigner le communiqué.

FO confirme, oui, nous leur disons que nous en avons discuté et nous leur envoyons notre communiqué.

FGR-FP : l'UNSA tente de réécrire l'histoire, de repartir à zéro, d'effacer le G9.

CFTC : l'UNSA communique pour créer un groupe Ferpa en France, elle n'a pas écrit aux associations car elle n'a pas leurs adresses des associations [Les autres organisations réagissent, si elle les a]. Envoyer aussi à la Cfdt ?

La FSU rappelle que UNSA et Cfdt acceptaient un collectif de structures syndicales retraités, sans FSU ni Solidaires (ni les associations).

La CGT rappelle que le 26 août, la Cfdt a invité Bayrou et on a organisé une riposte sans l'UNSA...

CGC : avant le G9 il y avait un groupe intersyndical avec la Cfdt qui connaissaient des désaccords notamment sur la réversion. La CGC a rejoint le groupe CGT, FSU, Solidaires en 2014. La Cfdt a tout

fait pour garder la CGC. Dans la Ferpa, nous nous retrouvons à 5 et la Cfdt propose des actions communes. Un communiqué de toutes les organisations de retraité·es serait important.

Ensemble & Solidaires est d'accord sur l'analyse de la stratégie de l'UNSA.

La FGR-FP rappelle que nous avons évoqué, en cas de demande d'une rencontre par l'UNSA, de la tenir dans un local d'une association.

La CGC informe qu'il est possible de voir dans des actions l'affirmation d'un groupe énergie CGC et UNSA.

Décision : Depuis notre constitution en 2014, nous défendons un socle commun de revendications essentielles qu'il n'est pas question de rogner. Nous informons l'UNSA de l'envoi de notre communiqué à la presse ; elle décidera de le soutenir ou pas.

Questions diverses

Chèques vacances de la fonction publique : la FSU interpelle le G9 pour savoir s'il est intéressé pour travailler sur les chèques vacances de la fonction publique, qui sont supprimés pour les retraité·es par une circulaire du 22 juillet.

Argumentaire envoyé par Solidaires : Solidaires a intégré les amendements de la FSU à un argumentaire limité à 6 pages. Les autres organisations envoient les leurs pour adopter le projet lors de la prochaine réunion le 9 octobre.

Prochaine réunion

Jeudi 9 octobre à 9 h 30 au local de la FGR-FP